

Les mille sources de la Colère

DECEMBRE 2009

Suppressions d'emplois : Arrêtons le massacre

Depuis quelques années nous subissons une baisse constante des effectifs de la fonction publique. Cette baisse ne correspond pas à un simple ajustement qui pourrait paraître légitime entre les besoins nécessaires à la réalisation de nos missions et les moyens humains disponibles. Elle est au contraire le résultat de l'application du dogme ultra-libéral qui guide nos gouvernants et qui consiste à considérer que le coût de l'Etat doit être le moins élevé possible. Le salaire des fonctionnaires étant le 1er poste de dépense de l'Etat, la recette (!) est vite trouvée.

Une fois de plus en 2010 la DGFIP paiera un lourd tribut à cette politique aveugle et suicidaire avec 2 569 emplois supprimés. Notre département quant à lui se verra ponctionner de 15 emplois (8 dans la filière fiscale et 7 dans la filière gestion publique).

Une évidence résulte de ce constat : Il faudra faire toujours plus avec toujours moins de moyens et ce sera encore et toujours nos conditions de travail qui se détérioreront.

Il est clair que cette politique n'a de limites que celles que fixeront les agents : ensemble mobilisons nous contre les suppressions d'emplois.

Dialogue social en berne...

Si les suppressions d'emplois reviennent désormais tous les ans avec la lourdeur d'une mauvaise farce qui dure, à la DSF on a un peu innové côté communication. Cette année les agents, par le biais de leur chef de service, ont été informés de manière plus ou moins fiable plus de 10 jours avant leurs représentants. Durant cette période, on a été obligé de se rabattre sur le système D. La boule de cristal et le marc de café ayant leurs limites, il restait « radio Bournazel » qui délivre 24h/24 les derniers potins du département. La rumeur donnait un emploi supprimé à la direction, deux dans une CH... Les CDI devaient être également touchés alors que les SIE seraient épargnés... L'information était invérifiable mais c'était la seule qui circulait. Si l'on avait voulu mépriser les représentants du personnel, on n'aurait sans doute pas agi autrement. Quand on dévalorise le rôle des représentants du personnel, ce sont toujours les personnels eux-mêmes qui sont visés au bout du compte. Si nous élargissons la participation au CTPD sur les suppressions d'emplois prévu début janvier à l'ensemble des agents ?...

Dernière minute, les chiffres officiels de la filière fiscale sont (enfin) disponibles :

Requalifications :

CDI Tulle : transformation d'un C en B (-1C,+1B)
Direction : transformation d'un C en B (-1C,+1B)

Suppressions :

CH Tulle : -1C, -1B CH Brive : -1C
CDI Tulle : -1C, -1B CDI Brive : -1C, -1B
EDRA : -1B

SOLDE NET

Direction :	-1C	+1B
CH Tulle :	-1C	-1B
CH Brive :	-1C	
CDI Tulle :	-2C	
CDI Brive :	-1C	-1B
EDRA :		-1B

Total :	-6C	-2B

Vaccination : pourquoi réquisitionner et payer des fonctionnaires alors qu'il y a des chômeurs ?

Notre ministre de la santé et ses préfets affiliés ne savent plus quoi faire pour désorganiser les services et occuper les fonctionnaires beaucoup trop nombreux et oisifs. Les volontaires (pour l'instant) sont mis à disposition des centres de vaccination et seront payés en sus de leurs émoluments et encore plus si c'est le week-end ! Petite mesquinerie au passage, le montant dépendra du grade alors que le travail sera le même : pas de quoi donner envie de travailler plus le dimanche pour gagner plus ! Quant à ceux qui restent au bureau, ils ont intérêt à être vaccinés pour ne pas tomber malade. Qui ferait le travail alors ? Nos directeurs, bien sûr, car c'est bien connu, y a qu'à cliquer !

Puisqu'il y a de l'argent, pourquoi ne pas rétribuer des chômeurs frais et moulus de pôle emploi ? Après cette formation sur le terrain, ils seraient à même de gérer les files d'attente !

Pendant la crise les travaux continuent

On peut le lire sur « Mille sources » (l'officiel), dans le cadre de la mise en place du SIP de Tulle les travaux d'aménagement de l'accueil et de la caisse dans le hall de la cité administrative s'élèveront à 100 000 €. C'est en tout cas ce qui est inscrit dans le « rétro-planning » (est-il dénommé ainsi car on craint qu'il soit obsolète

très vite ?). A ce prix là, on espère que la déco elle, sera des plus moderne...

Plus sérieusement, le rez de chaussée de la cité étant le seul niveau où l'administration admet la présence d'amiante, il faudra que les travaux soient réalisés dans les règles de l'art afin que les errements antérieurs ne se reproduisent plus. Nous surveillerons cette question avec une acuité particulière.

En attendant dans les étages, la rétro-chasse aux degrés celsius reste ouverte... seul les meilleurs survivront !

Meymac : pour en finir avec le radon

Depuis des années la présence de radon empoisonne dans tous les sens du terme les collègues de la trésorerie de Meymac. S'il n'est pas question ici de mettre en cause la direction qui, par le biais du CHS, a entrepris des travaux pour tenter de remédier à cette pollution, force est de constater que le problème persiste. Aujourd'hui de nouveaux travaux sont encore prévus pour tenter de trouver enfin une solution. Pour la CGT, c'est clair : soit ces travaux sont efficaces et la question du radon à Meymac sera à ranger dans les archives du CHS. Soit ce n'est pas le cas et le plus simple sera alors de transférer la trésorerie dans des locaux non exposés. Les collègues sur place ne doivent pas plus longtemps subir une exposition au radon dangereuse pour leur santé.

Résultats de la tombola

Un seul billet gagnant dans le département : le 3211 qui permet à Marie-Pierre Chauzeix (CDI Tulle) de remporter un panier garni. La section remercie chaleureusement l'ensemble des participants. Les résultats complets sont consultables sur <http://www.snadgi.cgt.fr>

✂

Bulletin d'adhésion



Nom : _____ Prénom : _____

Catégorie : _____ Grade : _____ Echelon : _____ Tps partiel : _____

Résidence administrative : _____ Structure : _____

SNADGI-CGT – Centre des Impôts de Tulle - Cité Adm - Place Martial Brigouleix - 19011 TULLE CEDEX
SNT CGT – Trésorerie d'Ussel – Hôtel des Finances – 3 rue Albert Chavagnac – 1900 Ussel